

Du 17 Novembre 1913.



Commune de Voiron et de Coublevie.
La Sté des Papeteries de Voiron et des Gorges
Le St^r — AUTORISATION

LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE, ^{Chevalier} ~~officier~~ ^{officier} de la
Légion d'honneur et de l'Instruction publique,

Vu la pétition en date du 30 avril 1909,
par laquelle la ~~Société~~ ^{Association} des Papeteries de Voiron et des Gorges sollicite
l'autorisation de rétablir un ancien barrage de prise
d'eau situé sur la rivière de Morge, à la limite des
communes de Voiron et de Coublevie, en aval de l'u-
sine de M. REPLAT;

Vu le plan des lieux;

Vu le procès-verbal de la visite des lieux faite le 26 Juin 1909
par M. COUTURIER, Ingénieur;

Vu le rapport de MM. les Ingénieurs des Ponts et Chaussées
en date des 26 Juin-23-26 Octobre 1909;

ensemble le projet de règlement d'eau, les plan et profil en long
et en travers;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 Octobre 1909,
qui a soumis les pièces susvisées à une enquête pendant quinze
jours, dans la commune de Voiron et de Coublevie
du 9 au 24 Novembre au 1909

Vu le certificat d'affiche et de publication;

Vu le registre d'enquête Contenant une seule réclama-
tion, par laquelle MM. CHANUT, PONCET et DESRUE, à Voiron,
demandent la construction d'une échelle à poissons
dans le barrage;

Vu l'avis émis par M. M. les Maires de Voiron et de Coublevie;

Vu le nouveau rapport de MM. les Ingénieurs en date des
14 janvier 1910;

~~Vu les lois des 12-20 août 1790, 6 octobre 1791 et l'arrêté du
Gouvernement du 19 ventôse an VI;~~

~~Vu l'instruction ministérielle du 29 thermidor an VI et les
circulaires des 16 novembre 1834, 23 octobre 1851 et 26 dé-
cembre 1884;~~

~~Vu le décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation admi-
nistrative;~~

Vu la loi du 8 avril 1898;

Vu le décret du 1^{er} août 1905;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 1906;

Considérant que, d'après les usages établis,
les prises d'eau des usines de la rivière de
Morge dérivent toutes les eaux en période de
basses eaux, ce qui rend illusoire la présence
d'une échelle à poissons sur un cours d'eau où,
d'ailleurs de notoriété publique, il n'existe pas
de poisson en aval du barrage à rétablir;

Considérant qu'il s'agit, en l'espèce, du ré-
tablissement d'un barrage de prise d'eau dont la
la propriété n'est pas contestée à la Société des
Papeteries de Veiron et des Gorges;

Considérant que la dérivation d'eau projetée
n'est pas susceptible de produire par elle-même une



force motrice supérieure à 100 poncelets; mais que sa réunion projetée à deux autres chutes à l'aval appartenant à la même société, aura pour effet de créer une force de 130 poncelets;

Considérant que les formalités réglementaires ont été remplies;

ARRETE :

ART. 1er.-Est soumis aux conditions du présent règlement l'usage de la force motrices que la Société des Papeteries de Voiron et des Gorges est autorisée à emprunter à la rivière de Morge, pour la mise en jeu de l'usine des Sarrazins, dans les communes de Voiron et de Coublevie, département de l'Isère.

ART. 2.-Le niveau légal de la retenue est fixé à deux mètres trente-huit centimètres (2m38) en contre-bas du dessus de la chape en ciment recouvrant la poutrelle en fer I formant la tête aval du pont sur la Morge donnant accès à l'usine de M. REPLAT, point pris pour repère provisoire, à la cote 376,64 du nivellement général de la Morge.

Niveau légal de retenue $376,64 - 2m38 = \underline{374m26}$

ART.3.-Le barrage à rétablir, placé obliquement par rapport à l'axe de la rivière, partira de l'extrémité du mur sur la rive gauche formant le canal, d'aménée et aboutira à une pierre de l'ancien barrage situé sur la rive droite; le barrage aura ainsi une longueur de 14 m. et sera dérasé, sur toute cette longueur, au niveau légal de la retenue.

ART.4.-Les ouvrages régulateurs existants et dont l'axe de la vanne de décharge est située à 5m55 en aval de l'origine du canal de prise d'eau seront conservés. Ils comportent une vanne de décharge de 1 m.50 de largeur libre dont le seuil est à la cote 373,36 du nivellement général, soit à 3 m.28 en contre-bas du repère provisoire; cette vanne sera dérasée au niveau légal de la retenue et devra pouvoir se lever au-dessus des plus hautes eaux.

Immédiatement en aval de la vanne de décharge, une vanne d'arrêt insubmersible sera maintenue à son emplacement actuel, elle a une largeur libre de un mètre cinquante centimètres (1m50) et son seuil est situé à la cote 373,75 du nivellement général, soit à deux mètres quatre-vingt-neuf centimètres (2 m.89) en contre-bas du repère provisoire.

ART.5.-Les canaux de décharge seront disposés de manière à embrasser, à leur origine, les ouvrages auxquels ils font suite et à écouler toutes toutes les eaux que ces ouvrages peuvent débiter.

ART. 6 -

la société

Il sera posé près de l'usine, aux frais de permissionnaire, en un point qui sera désigné par l'Ingénieur chargé de dresser le procès-verbal de récolement, un repère définitif et invariable du modèle adopté dans le département.

Ce repère, dont le zéro indiquera seul le niveau légal de la retenue, devra toujours rester accessible aux agents de l'Administration qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux, et visible aux tiers intéressés.

La permissionnaire ou son fermier sera responsable de la conservation du repère définitif, ainsi que celle des repères provisoires jusqu'à la pose du repère définitif.

ART. 7 -

Dès que les eaux dépasseront le niveau légal de la retenue, le permissionnaire ou son fermier sera tenu de lever les vannes de décharge pour maintenir les eaux à ce niveau. Il sera responsable de la surélévation des eaux tant que les vannes ne seront pas levées à toute hauteur.

En cas de refus ou de négligence de sa part d'exécuter cette manœuvre en temps utile, il y sera pourvu d'office et à ses frais, à la diligence du Maire de la commune, et ce, sans préjudice de l'application des dispositions pénales encourues et de toute autre action civile qui pourrait lui être intentée à raison des pertes et dommages résultant de ce refus ou de cette négligence.

ART. 6 -

la Société

Il sera posé près de l'usine, aux frais ~~du~~ permissionnaire, en un point qui sera désigné par l'Ingénieur chargé de dresser le procès-verbal de récolement, un repère définitif et invariable du modèle adopté dans le département.

Ce repère, dont le zéro indiquera seul le niveau légal de la retenue, devra toujours rester accessible aux agents de l'Administration qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux, et visible aux tiers intéressés.

~~Le~~ permissionnaire ou son fermier sera responsable de la conservation du repère définitif, ainsi que celle des repères provisoires jusqu'à la pose du repère définitif.

ART. 7 -

Dès que les eaux dépasseront le niveau légal de la retenue, le permissionnaire ou son fermier sera tenu de lever les vannes de décharge pour maintenir les eaux à ce niveau. ~~Il~~ sera responsable de la surélévation des eaux tant que les vannes ne seront pas levées à toute hauteur.

En cas de refus ou de négligence de sa part d'exécuter cette manœuvre en temps utile, il y sera pourvu d'office et à ses frais, à la diligence du Maire de la commune, et ce, sans préjudice de l'application des dispositions pénales encourues et de toute autre action civile qui pourrait lui être intentée à raison des pertes et dommages résultant de ce refus ou de cette négligence.

ART. 8 -

Les eaux rendues à la rivière devront être dans un état de nature à ne pas apporter à la température ou à la pureté des eaux un trouble préjudiciable à la salubrité publique, à la santé des animaux qui s'abreuvent dans la rivière, ou à la conservation du poisson.

Toute infraction à cette disposition, dûment constatée, pourra entraîner le retrait de l'autorisation sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités encourues.

~~ART.~~

~~Le permissionnaire sera tenu d'établir et d'entretenir dans le barrage une échelle à poissons; il devra en outre placer et entretenir des grillages à l'amont de la prise d'eau et à l'aval du canal de fuite.~~

~~L'échelle à poissons et les grillages seront exécutés sur les emplacements et sur les dispositions que prescriront les ingénieurs du service hydraulique.~~

ART. 9

Le permissionnaire sera tenu de se conformer aux lois et règlements du service des forêts et du service des douanes.

ART. 10 -

Toutes les fois que la nécessité en sera reconnue et qu'il en sera requis par l'autorité administrative, le permissionnaire ou son fermier sera tenu d'effectuer le curage à vif fond et à vieux bords du bief de la retenue, dans toute l'amplitude du remous, sauf l'application des règlements ou usages locaux, et sauf le concours qui pourrait être réclamé des riverains, suivant l'intérêt que ceux-ci auraient à l'exécution de ce travail.

Lesdits riverains pourront d'ailleurs, lorsque le bief ne sera pas la propriété exclusive des permissionnaires, opérer, s'ils le préfèrent, le curage eux-mêmes et à leurs frais, chacun au droit de soi et dans la moitié du lit du cours d'eau.

ART. 11

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et de partage des eaux.

ART. 12

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ART. 13

Les travaux ci-dessus prescrits seront exécutés sous la surveillance des Ingénieurs, ils devront être terminés dans le délai de *un an* à dater de la notification du présent arrêté.

A l'expiration du délai ci-dessus fixé, l'Ingénieur rédigera un procès-verbal de récolement aux frais de *la* permissionnaire, en présence de l'autorité locale et des parties intéressées dûment convoquées.

Si les travaux sont exécutés conformément à l'arrêté d'autorisation, ce procès-verbal sera dressé en trois expéditions. L'une de ces expéditions sera déposée aux archives de la Préfecture, la deuxième à la Mairie du lieu, la troisième sera transmise au Ministre de l'Agriculture.

ART. 14

Faute par le permissionnaire de se conformer, dans le délai fixé, aux dispositions prescrites, l'Administration pourra, suivant les circonstances, prononcer la déchéance de *la* permissionnaire, ou mettre son usine en chômage et, dans tous les cas, elle prendra les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais de *la* permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions en matière de cours d'eau.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par le présent règlement, sans y être préalablement autorisé.

Le permissionnaire pourra d'ailleurs, sans autorisation nouvelle, changer la destination de son usine, ainsi que les dispo-

sitions des ouvrages utilisant la force motrice, sauf l'application des règlements spéciaux auxquels pourrait être soumise, en raison de sa nature, la nouvelle usine.

ART. 15

Le permissionnaire ou son fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'Administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui le privent, d'une manière temporaire ou définitive, de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement, tous droits antérieurs réservés.

ART. 16

Le présent arrêté sera timbré aux frais de ^{la} permissionnaire et lui sera notifié à la diligence de M. le Maire ^{de Voiron} qui aura soin de transmettre à la Préfecture le procès-verbal constatant l'accomplissement de ces formalités.

ART. 17

M. l'Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées et M. le Maire de ^{Voiron} sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation leur sera adressée.

En Préfecture, à Grenoble, le 17 Novembre 1913.

Le Préfet de l'Isère,

POUR AMPLIATION :

Le Conseiller de Préfecture, délégué,

POUR LE PRÉFET DE L'ISÈRE

Le Secrétaire Général,

Signé : L. PAISANT

